ENGLISH TAILORS
FOWLER & LEBURE
98, rue Nationale
LILLE
HOMMES, DAMES et ENFANTS
BREECHES-LIVRÉES
NOUVEAUTÉS pour la saison d'Été

Journal de Roubaix

A. VANESTE
98, Rue Nationale, LILLE
Choix le plus complet de
ROBES DE CHAMBRE
JOYAUX pour CHAPELLES DE MARIAGE

Quarante-huitième année. — N° 155. Directeur-propriétaire : ALFRED REBOUX JEUDI 4 JUIN 1903.

TARIF D'ABONNEMENTS
Roubaix-Tourcoing, le Nord et les Départements limitrophes . . . . . Trois mois..... 5 francs. Six mois..... 9 — Un an..... 18 —
Les autres Départements et l'Etranger le port en sus.
Agence particulière à Paris, 26, rue Feydeau

5 Centimes

BUREAUX ET RÉDACTION :
ROUBAIX : 71, Grande-Rue ‡ TOURCOING : 5, rue Carnot
ÉDITION DU MATIN

5 Centimes

ABONNEMENTS & ANNONCES
A Roubaix..... Aux bureaux du journal, Grande-Rue, 71
A Tourcoing..... Aux bureaux du journal, rue Carnot, 5 ;
A Mouscron..... Chez M. Henri Leroux, rue de la Station ;
A Paris et à Bruxelles Dans les agences de publicité.
En vente à Paris dans toutes les Bibliothèques des gares et dans les principaux kiosques.

LES JEUNES GENS DU « SILLON »

Un nouveau parti

Ils viennent d'ouvrir, à Belfort, un Congrès qui a duré deux jours et qu'ont terminé une promenade et un meeting au Ballon d'Alsace. La jeunesse démocrate catholique de la région de l'Est y était représentée, dit-on, par deux cents groupes ou cercles d'études affiliés à l'œuvre du *Sillon*, et M. Marc Sangnier dont la conférence aux « Mille colonnes », il y a dix jours, eut le dénouement tumultueux et presque tragique qu'on se rappelle, était allé rejoindre à Belfort ses camarades, et prendre là-bas la direction du Congrès.

Les journaux de l'Est vont donc avoir, à leur tour, à s'occuper des démocrates catholiques, et de la campagne si curieuse menée par les jeunes hommes du *Sillon*. Comprendront-ils à quoi cette campagne tend au juste, et ce que cet effort signifie ? Peut-être que non, car il ne semble pas qu'à Paris même on l'ait nettement compris.

Les démocrates catholiques sont un parti dont on ne s'explique pas encore très bien, dans le chaos des programmes d'aujourd'hui, la raison d'être et les tendances. A la fois suspects aux vieux partis de droite, que leur foi démocratique inquiète, et à ceux de gauche, que leur foi religieuse met en défiance, les jeunes gens du *Sillon* se trouvent être politiquement, je n'ose dire des déclassés, mais des non-classés.

Ils ont cependant un idéal très simple, et ce qu'ils veulent, M. Marc Sangnier me l'expliquait aujourd'hui.

« Nos amis, me disait-il, se flattent d'avoir l'esprit ouvert aux plus hardies des réformes sociales, et l'on serait surpris de constater que sur beaucoup de points leurs programmes et leurs rêves se confondent avec ceux de nos sociologues les plus aventureux. Mais ils pensent que plus ces réformes seront profondes, dérangeront d'habitudes et bouleverseront d'intérêts, plus il est nécessaire que nos âmes y soient préparées par une discipline de patience, de fraternité, d'abnégation que la philosophie sans Dieu n'enseigne point.

» Ils croient que la lutte des intérêts ne saurait engendrer que l'oppression et la haine ; — oppression du vainqueur trop aisément tenté d'abuser de sa force, haine du vaincu qui n'oublie point sa défaite ; et qu'on ne saurait fonder un ordre social sur de la haine ; et qu'on ne crée que par l'amour.

» Et ils vous diront que cette philosophie, au surplus, n'est point neuve ; qu'elle est enfermée tout entière en une doctrine qui s'appelle le christianisme, et dont le fondateur fut le plus téméraire des démocrates de son temps. La foi démocratique, même la plus « avancée », et la foi catholique, même la plus passionnée, ne sont donc point inconciliables ; elles se complètent au contraire, et de cette association une nouvelle doctrine peut naître ; et de cette doctrine, un nouveau parti.

L'orateur de ce parti, M. Marc Sangnier, est un jeune homme qui n'a pas trente ans. Ancien élève du collège Stanislas, il préparait en 1895, à l'Ecole Polytechnique, sa carrière militaire, sous la direction du général André. Direction toute bienveillante, d'ailleurs ; car, à cette époque déjà, le jeune Sangnier, hanté du besoin de discuter et « d'organiser », créait dans l'Ecole des conférences, ébauchait son premier « Cercle d'études sociales » ; et le commandant de l'Ecole laissait faire. Au bout d'un an de service militaire, Marc Sangnier démissionnait. Le plan de l'œuvre à laquelle il a dévoué sa vie et consacré le meilleur de ses ressources était dès ce moment très arrêté dans son esprit. Il s'entourait de quelques amis, vite gagnés à sa cause, et fondait le *Sillon*. Je me rappelle son apparition, il y a trois ans, au congrès de la Jeunesse. Ils étaient, dans le tumulte de ces réunions de la mairie Saint-Sulpice, deux tout jeunes gens dont le talent précoce avait surpris et enchanté tout le monde ; Paul Boncour, devenu notre collaborateur, qui présidait ces débats souvent confus et toujours bruyants avec un sang-froid et une virtuosité de vieux parlementaire ; et Marc Sangnier, dont l'éloquence abondante et chaude émerveillait. On se chuchotait à l'oreille :

— Vous savez que c'est le petit-fils de Lachaud ?

Et ses plus fougueux adversaires écoutaient avec une attention quasi respectueuse ce jeune homme de petite taille, svelte, au verbe éclatant, l'œil rayonnant de vie ardente, la moustache blonde relevée en croc sur une gentille figure de soldat. Trois ans se sont passés, et Marc Sangnier a poursuivi son apostolat avec une crânerie, une vaillance souriante qu'aucun obstacle n'a lassé. Il a de ses propres deniers, installé le *Sillon* dans ses meubles, et fondé une revue. Autour de ce foyer d'action, il a créé, à Paris et dans la banlieue, quarante-cinq cercles d'études, et plus de cinq cents dans les départements. Ces cercles sont eux-mêmes des centres de propagande ; ils transmettent, en quelque façon, l'action du Comité directeur aux « instituts populaires », ouverts à tous, et dont une vingtaine sont déjà constitués. Ces instituts ne sont point des groupements confessionnels. Le protestant, le libre-penseur, l'israélite peuvent venir y écouter des conférences, y suivre des leçons sur toutes sortes de sujets. A Paris, les 4e, 5e, 10e et 13e arrondissements ont déjà leurs instituts populaires ; d'autres fonctionnent en une quinzaine de villes de province ; ceux d'Epernay, de Limoges, de Poitiers, d'Orléans, notamment, ont remarquablement réussi. Et ce sont maintenant des coopératives que le *Sillon* va créer. Poitiers et Orléans ont commencé l'expérience. Elle a donné des résultats excellents.

Et toute cette propagande s'accomplit à très peu de frais, grâce au désintéressement de tous. Je ne parle pas de Marc Sangnier, qui est mieux qu'un homme désintéressé. Celui-là abandonne à la caisse commune à peu près les deux tiers de ses revenus ; et ne garde pour lui-même, strictement que de quoi vivre. Mais il n'est pas le seul qui se sacrifie au succès de la cause.

— Le *Sillon*, me disait un de ses amis, est une œuvre qui présente cette originalité que tout le monde y travaille pour rien. Nous ne payons ni nos rédacteurs, ni nos chefs de service, ni nos employés. Les plus pauvres nous donnent la seule chose qu'ils aient : les heures de loisir que le travail quotidien ne leur prend pas. Il y a chez nous de jeunes ouvriers qui passent leurs dimanches à aller vendre, sans un centime de profit pour eux-mêmes, le *Sillon* aux portes des églises. Nous sommes tous égaux, — normaliens, polytechniciens, employés de commerce, ouvriers, — puisque chacun apporte ici tout ce qu'il peut y apporter, suivant sa condition et ses ressources, d'efforts et de dévouement. C'est ce qui vous explique pourquoi nous nous tutoyons tous.

Mais l'œuvre de Marc Sangnier est-elle assez forte pour constituer bientôt un parti politique dans ce pays ?

Le jeune chef ne le pense pas. Il estime que plusieurs années de travail et de démonstration sont encore nécessaires. Et il insiste sur le point que j'indiquais tout à l'heure :

— Le public, dit-il, ne comprend pas encore qui nous sommes, et ce que nous voulons, parce que nous ne nous rattachons à aucun parti *classé*. Les socialistes nous traitent de « calotins » et de réactionnaires, parce qu'ils ne conçoivent pas qu'un homme qui va à la messe puisse avoir des vues libres sur l'évolution de la propriété ; et les réactionnaires, tout en nous couvrant de fleurs dans leurs discours, nous fuient comme la peste, parce qu'il leur semble fou que de bons catholiques osent aller chercher, comme nous le faisons, des adhérents dans les syndicats rouges. Nous sommes donc seuls et livrés à nos propres forces ; nous n'avons personne ni parmi les démocrates notoires, ni parmi les catholiques influents, qui ose nous patronner ; nous devons attendre *d'être compris*... Et cela exige beaucoup de patience ; car il ne s'agit pas ici d'une opinion publique, indifférente ou hostile, à conquérir, mais d'*une mentalité à réformer*.

Le projet est hardi ; et il me semble que les temps nouveaux en aient rendu la réalisation singulièrement difficile. Une « mentalité » d'électeur, c'est quelque chose, en effet, qui ne s'improvise pas. Avant d'être électeur, on a été écolier, apprenti, ouvrier. Marc Sangnier pense-t-il, que le régime de la famille, de l'école et de l'atelier modernes soit très propice à la formation des recrues dont il entend composer son armée de demain ?

Mais Marc Sangnier a la foi... et à supposer que le nouveau parti dont il nous propose aujourd'hui le programme ne compte jamais assez d'adhérents pour lui survivre, il aura eu du moins l'honneur et la joie de faire un admirable rêve en le fondant.

EMILE BERR.

INFORMATIONS

L'ASSISTANCE AUX VIEILLARDS

Paris, 2 juin. — M. Congy, député de la Seine, vient de déposer l'amendement suivant à la loi relative à l'assistance pour les vieillards et incurables, actuellement pendante devant la Chambre :

Les vieillards et les infirmes, qui, par leur esprit de prévoyance et de solidarité sociales, auront pu au moyen de cotisations individuelles dans des groupements corporatifs, sociétés de secours mutuels, de prévoyance ou de retraite, se constituer une pension de retraite, une allocation annuelle ou un secours dont le montant ne sera pas supérieur à 365 francs par an, — recevront l'intégralité du secours attribué aux assistés domiciliés. Dans le même domicile de secours, la commune, le département ou l'Etat ne pourront exercer aucun recours contre l'assisté ou les sociétés énumérées ci-dessus à raison des ressources provenant exclusivement de l'épargne de l'assisté.

L'amendement Congy a pour but d'éviter que les sociétés de secours mutuels ne reçoivent un coup funeste du vote de la loi en discussion et se voient entravées dans leur office particulièrement au point de vue de la retraite.

MESSE ANNIVERSAIRE DE LA MORT DU PRINCE IMPÉRIAL

Paris, 2 juin. — Une messe a été dite aujourd'hui à midi à l'église Saint-Augustin à l'occasion de l'anniversaire de la mort du prince impérial.

Cette messe avait été ajournée de vingt-quatre heures, en raison des fêtes de la Pentecôte.

Au pied de l'autel on remarquait des drapeaux voilés surmontés d'aigles impériales. Ils étaient portés par des vétérans, dont la poitrine était recouverte de décorations.

La messe a été célébrée par le R. P. Everriode, chapelain de S. M. l'impératrice. Environ deux cents personnes assistaient à cette cérémonie.

Après la messe, les drapeaux vinrent se ranger à la grand'porte de sortie, et tous les assistants défilèrent sous les plis déployés.

Mais quand l'un des vétérans voulut sortir de l'église, bannière déployée, un agent s'opposa à sa sortie.

CE QUE VALENT LES CALOMNIES

La supérieure du Bon Pasteur, accusée par plusieurs journaux de Paris et du Mans, d'avoir privé de nourriture et maltraité deux jeunes pensionnaires, avait sollicité une enquête du Parquet. Le commissaire central vient d'adresser une lettre officielle à cette religieuse, dans laquelle il constate que toutes les accusations dirigées contre son établissement sont totalement dénuées de fondement.

UNE PROCESSION CATHOLIQUE DANS LES RUES DE LONDRES

Londres, 2 juin. — L'Angleterre protestante vient encore de donner une leçon de tolérance à certaines nations catholiques. Pour la huitième fois, nous avons eu dimanche, dans le quartier de Notting-Hill, la procession organisée par la confrérie de Notre-Dame de la Rançon, qui se propose d'habituer les Anglais à voir des cérémonies catholiques. Deux choses ont frappé : la piété des catholiques qui ont pris part à la procession, et l'attitude des protestants nombreux qui la regardaient passer. C'était une curiosité à la fois respectueuse et sympathique. Pas un cri, pas une remarque hostile ou simplement gouailleuse.

LA PRINCESSE LOUISE DE SAXE

Vienne, 2 juin. — La princesse Louise va abandonner sa résidence actuelle. Elle viendra dans quelques jours à Menton, où elle s'établira définitivement. Son enfant restera avec elle jusqu'à l'âge de six ans.

LES MANIFESTATIONS ANTI-AUTRICHIENNES EN ITALIE

Rome, 2 juin. — Les manifestations contre l'Autriche continuent en de nombreuses villes d'Italie et deviennent inquiétantes.

A Rome, à Palerme, à Messine, à Catane, à Turin, à Pise, à Ancône, il a fallu, encore hier, l'intervention énergique de la police pour maintenir l'ordre.

L'APAISEMENT EN MACÉDOINE

L'apaisement continue à se faire en Macédoine. Le gouvernement va déporter en Tripolitaine un certain nombre de notables macédoniens qui y jouiront de la pleine liberté pour eux et leurs familles.

CHOSES & AUTRES

Un père passe avec son fils devant l'hôtel des Invalides.

Deux pensionnaires, installés dans leurs fauteuils roulants, dorment au soleil, la pipe à la bouche.

— Regarde, mon fils, ces vieux débris revenus du feu...

— Oui, ils fument encore.

—x—

M. Prudhomme vantait les avantages hygiéniques de la gymnastique.

— Rien de plus excellent pour la santé, disait-il, ça double les forces, ça prolonge la vie !

— Mais, dit quelqu'un, nos pères ne faisaient pas de gymnastique, et pourtant...

— C'est vrai, ils n'en faisaient pas ; aussi ils sont tous morts.

LA LIBERTÉ COMME EN BELGIQUE

Nous demandons aux ministères radicaux-socialistes français d'assurer *A TOUS LES CITOYENS, sans distinction d'opinions ou de croyances*, toutes les libertés dont jouissent, en Belgique, les radicaux et les socialistes sous les ministères catholiques.

CHEZ LES MINEURS

Les houillères abandonnées. — M. Lamendin au Conseil supérieur du travail

Saint-Etienne, 2 mai. Le Conseil fédéral a décidé de ratifier les mesures à prendre d'après le Congrès de Carmaux pour organiser la loterie nécessaire à l'institution de la Société coopérative houillère de production et l'exploitation des mines abandonnées.

Il a approuvé la désignation de M. Lamendin comme délégué au Conseil supérieur du travail.

Il a protesté « contre les entraves mises par les Compagnies à l'accomplissement des fonctions des délégués mineurs et notamment contre un chômage de deux jours imposé à toute une catégorie d'ouvriers à la suite d'une réclamation d'un délégué mineur demandant des réparations dans un chantier, réparations nécessitées par un éboulement. »

LA DÉNONCIATION DU CONCORDAT ET LES ÉVÊQUES

Paris, 2 juin. — Le *Gaulois* a fait une enquête auprès des évêques sur la dénonciation du Concordat.

Mgr Mignot, archevêque d'Albi estime que les avantages de la séparation paraissent trop incertains pour risquer inconsidérément le sacrifice de l'organisation actuelle. L'abolition du Concordat ne doit pas inquiéter outre mesure le clergé, mais celui-ci ne doit pas la hâter.

Mgr Germain, archevêque de Toulouse déclare que l'Eglise ne supportera pas d'être asservie, mais on peut compter sur sa sagesse et être assuré qu'elle évitera autant qu'elle le pourra la rupture, qui, pour l'heure, serait sans compensation.

Mgr Bonnefoy, archevêque d'Aix déclare que la séparation est plus à craindre qu'à désirer.

Le cardinal Couillié, archevêque de Lyon, ne veut pas répondre à une question si grave et dont la solution n'appartient qu'au Pape.

Mgr Hazera, évêque de Digne estime que son devoir n'est pas de dire sa pensée.

Mgr Turinaz, évêque de Nancy estime également que la question est trop complexe, trop difficile pour pouvoir être traitée en quelques lignes et ne croit pas à l'opportunité d'en saisir la presse.

LES FÊTES DE SAINT-PETERSBOURG

Les maires français chez le tsar

Saint-Pétersbourg, 2 juin. — L'empereur, qui a reçu dimanche la délégation de la ville de Paris, reçevra aujourd'hui les délégués des six villes de France, venus à Saint-Pétersbourg pour les fêtes.

LES « SCANDALES »

M. PELLETAN ET L'AFFAIRE HUMBERT

Une interview du ministre de la marine

Paris, 2 juin. — Interviewé par le *Radical*, M. Pelletan a déclaré que l'enquête ouverte au Ministère de la Marine au sujet de l'affaire Parayre n'avait pas encore donné de résultat.

« Toutefois, a dit le Ministre, il résulte des comparaisons d'écriture auxquelles on a procédé qu'aucune n'est ressemblante au fac-similé publié par le *Figaro* »

M. Pelletan croit que la mention « transmettre » est fausse comme est fausse la prétendue lettre Parayre. Il ne serait pas étonné que cette prétendue lettre ait été fabriquée de toutes pièces en ces dix derniers jours.

Autre question

Le *Figaro*, poursuivant sa campagne contre M. Pelletan, rappelle la condamnation à un an de prison prononcée pour chantage contre le sieur Ferrier, directeur de la *Voix Ferrée*. Notre confrère rappelle que le Ministère Public et les témoins attestèrent en cette affaire que Ferrier *corrigeait* les articles de son rédacteur principal, M. Camille Pelletan, député, selon les sommes que lui versaient les Compagnies de chemin de fer...

En terminant, le *Figaro* demande à M. Pelletan où et comment son ancien directeur, Ferrier, a accompli la peine prononcée contre lui.

L'affaire des cercles

Paris, 2 juin. — La *Liberté*, reprenant une conversation de M. le député Grodjean, parue dans l'*Eclair*, raconte les démarches de deux membres du Cercle National, parfaitement honorables, d'ailleurs, MM. Rabier, sénateur, et Renault-Morlière, député, auprès de M. Lépine d'abord, puis de MM. Combes père et fils ensuite, démarches faites pour obtenir l'autorisation de jouer au baccara au Cercle National fusionné avec le Colonial qui jouissait de cette autorisation. Ces messieurs n'obtinrent que des réponses négatives... Alors, rentrent en scène trois personnages désignés pour le moment par les lettres X..., Y..., et Z...

MM. X..., Y..., et Z..., inquiets de la lenteur des pourparlers, dit *La Liberté*, eurent un conciliabule à la suite duquel MM. X..., et Y... racontèrent mystérieusement que M. Z... leur avait conseillé de s'aboucher directement avec M. Edgar Combes.

Le 7 novembre 1902, tous trois allèrent au ministère de l'Intérieur. Vers cinq heures du soir, ils en revinrent triomphants et, le soir même, l'un d'eux annonça que toutes les difficultés étaient aplanies en s'écriant : « Ça y est ! » Puis, faisant aussitôt allusion aux démarches antérieures de MM. Rabier et Renault :

« Ces gens-là, ajouta-t-il, n'entendent rien aux affaires. Il faut faire ce qu'il faut faire. »

Tout ceci se passa devant témoins. Ce ne fut que plus tard que MM. X... et Y... avouèrent à divers membres du Comité qu'ils avaient dû verser une somme de 25.000 francs.

En tout cas, dès le lendemain, de cette mémorable entrevue, c'est-à-dire le 8 novembre 1902, on recevait au Cercle, l'avis officiel de la tolérance des jeux et depuis cette époque le baccara n'a cessé de fonctionner.

TENTATIVE D'ASSASSINAT

contre un chanoine de Notre-Dame, à Paris

Le lundi de la Pentecôte, vers quatre heures de l'après-midi, M. l'abbé de Bussy, chanoine de Notre Dame de Paris, ancien curé de Saint-Gervais, vénérable vieillard de 86 ans, fut assailli rue Geoffroy-Lasnier par quatre ou cinq hommes qui le jetèrent violemment à terre, et le frappant cruellement lui cassèrent un bras et lui déchirèrent le visage.

On craint beaucoup pour la vie de la victime.

A LA FRONTIÈRE MAROCAINE

L'AGRESSION CONTRE LE GOUVERNEUR DE L'ALGÉRIE

Une question au Sénat

Paris, 2 juin. — M. Gotteron, sénateur de la Hte-Vienne, a l'intention de poser une question à M. Combes, demain, au Sénat, sur la situation dans le Sud-Oranais.

La répression. — Le début des opérations contre le Figuig

Perregaux, 2 juin. — M. Jonnart, arrivé à Perregaux à 11 heures 30, a reçu du sud de nombreuses dépêches. Aucune ne dit qu'un des blessés ait succombé.

Cependant, une dépêche privée de Beni-Ounif annonce que le sergent-major blessé dimanche aurait succombé la nuit passée.

Deux bataillons de la légion étrangère partent l'un de Saida, l'autre de Mascara pour Beni-Ounif. Le général O'Connor rentre aujourd'hui à Oran, pour régler les dernières dispositions concernant le transport du matériel. Il repartira dans quatre ou cinq jours pour Beni-Ounif et l'action commencera le 8 ou le 9 juin.

A l'heure actuelle, il y a 300 hommes environ concentrés à Beni-Ounif et à Djenan-Eddar.

On sait maintenant par les gens du ksour, que l'*attentat était prémédité*.

Le mot d'ordre était donné, et cinq cents bandits étaient déjà postés sur les deux versants du col de Zenaga, lorsque le gouverneur, le général O'Connor, l'amé de Figuig et leur suite le traversèrent à l'aller. Après le passage, les bandits se rapprochèrent pour perpétrer l'attentat au retour. Leur plan a échoué par suite de la modification à l'itinéraire du retour apportée par le général O'Connor.

Au passage du gouverneur à Tizi, le général Bertrand, commandant la subdivision de Mascara, lui a présenté les officiers de la subdivision et manifesté l'indignation qu'a causée l'attentat de Zenaga.

Un ultimatum

Ain-Sefra, 2 juin. — Les ksours de Zenaga et d'Oudaghir seront mis en demeure d'avoir à livrer, dans le délai de 24 heures, tous les pillards et assassins réfugiés dans ces ksours. En cas de refus ou d'exécution douteuse de cet ordre, le bombardement commencera aussitôt.

AUDACE CROISSANTE DES FIGUIGUIENS

Assassinats commis par les fanatiques musulmans. — Appel à Bou-Amama

Beni-Ounif, 2 juin. — Le pacha de Figuig a renoncé à retourner à l'oasis et s'est mis en sûreté avec les siens auprès des Français dans la redoute des Beni-Ounif, où il restera jusqu'à ce que le bombardement des Zenagui ait été opéré par l'artillerie.

Cette dernière action ne saurait être différée, car la situation est toujours très grave.

Ce matin, après une nuit calme, cinquante Zenagui étaient sur le lieu du combat, ramassant les étuis des cartouches Lebel, ces indigènes ayant en leur possession beaucoup de fusils Lebel dont ils ont, d'ailleurs, fait usage hier. Un autre groupe attendait à proximité du Djebel-Djemain le passage du train ou plutôt surveillait l'arrivée des convois devant transporter des troupes à Duveyrier.

Ce groupe, composé d'une quarantaine d'indigènes, avait attaqué la redoute de Duveyrier dans la nuit, et une fusillade avait été échangée.

La garnison de Duveyrier est devenue insuffisante pour résister à une attaque sérieuse de la part des bandits marocains.

Devant notre inaction, Figuig redouble d'audace. Les Oulad-Djerir, les Beni-Guil et même la zaouia de Bou-Amama ont reçu des émissaires des Zenagui, réclamant leur concours pour attaquer les Français. On ignore encore les résultats de ces démarches.

Le djich marocain, qui enleva près de Géryville les chameaux du convoi de ravitaillement, a été poursuivi près de Fendi sans résultat. Un spahi a eu son cheval tué sous lui dans une escarmouche.

La lettre que les gens de Zenaga ont adressée à Bou-Amama dit que les Français veulent détruire le marabout de Si-Liman-Bou-Sinaha, à Beni-Ounif, qui est très vénéré par les ksouriens et les nomades. Ce mensonge fera-t-il agir Bou-Amama ? On l'ignore.

On prétend que quelques notabilités écriraient demain pour demander pardon aux Français. Or, des gens de Zenaga ont frappé des vieux et des notables qui voulaient faire cesser l'agression.

Moulay Mohamed, qui est un kébir, et son frère Abdelsselam furent tués. El Hadj Brahim et son frère, qui fréquentaient nos autorités, ont été blessés en nous combattant. Des Oulad-Djerir et des Amour prirent part au combat.

L'opinion générale est que les gens de Zenaga marcheront contre les Français si ceux-ci franchissent le col et qu'il faut réduire ce ksour sans tarder.

Bruit de l'entrée de nos troupes à Figuig

Paris, 2 juin. — *La Patrie* reçoit la dépêche suivante :

Dienien-Bou-Rezg, 2 juin. — Un cavalier, qui portait des dépêches relatives à la tentative de Figuig, a été tué par des rôdeurs.

Le bruit court que nos troupes sont entrées à Figuig, ce matin.

Il y aurait, de notre côté, soixante tués et blessés. La situation est grave, à Djenan-ed-Dar.

Paris, 2 juin. — On lit dans la *Liberté* :

La *Patrie* publie une dépêche de Dienien-Bou-Rezg, disant que nos troupes sont entrées à Figuig, ce matin, et qu'il y aurait, e notre côté, soixante tués et blessés.

A l'heure actuelle où nous mettons sous presse, on n'a, ni au ministère des Affaires étrangères, ni au ministère de l'Intérieur, aucune confirmation de cette nouvelle.

Au ministère de la Guerre, également, on n'a aucune nouvelle.

Le bombardement de Zenaga

Le *Temps* publie l'information que voici :

D'après les renseignements qui nous parviennent, le Ksour des Zenagui doit à l'heure qu'il est, avoir été ou être sur le point d'être bombardé par la batterie d'artillerie envoyée à Beni-Ounif.

Une mission marocaine en route pour le Figuig

Paris, 2 juin. — Le *Temps* donne en outre les renseignements suivants :

Le Gouvernement français agit selon une ligne arrêtée depuis longtemps, en parfait accord avec le gouvernement marocain. Le makhzen ne se fait aucune illusion sur la docilité des tribus de la frontière, et voilà plusieurs mois qu'il nous demande notre concours pour les faire rentrer dans le devoir.

C'est ici le lieu de rappeler qu'une mission marocaine, conduite par Mohamed-el-Guebbas, est partie il y a quelques semaines, dans le dessein de s'aboucher avec ces tribus et que, en ce moment même, un détachement de soldats marocains, *commandés par un officier français*, le capitaine de Thézillat, et encadré par des sous-officiers français, se dirige sur Figuig, *via* Le Kreider, et se prépare à y tenir garnison. Ce détachement arrivera dans l'oasis au lendemain de la répression à laquelle on procède actuellement.

Il faut espérer que sa tâche en sera d'autant facilitée.

INTERVIEW DE M. ÉTIENNE

L'incurie gouvernementale. — Le député d'Oran réclame l'occupation des points stratégiques

Paris, 2 juin. — M. Etienne, député d'Oran, vice-président de la Chambre a fait à un de nos confrères d'intéressantes déclarations :

Les événements de Figuig prouvent avec la dernière évidence qu'une erreur a été commise depuis plus d'un an à l'égard des bandes de pillards marocains.

Malgré les avertissements prodigués par le gouverneur général et par tous les hommes, tant civils que militaires, compétents dans les affaires algériennes, malgré les conseils qu'ils donnaient avec insistance d'effectuer des opérations de police dans les régions où notre domination est établie ; malgré les avis et les prévisions, on a persisté à laisser impunies les attaques dirigées contre nos postes et contre nos convois de ravitaillement. Cette impunité n'a fait qu'enhardir l'audace des agresseurs qui ont trouvé pour les seconder toutes les tribus échelonnées sur notre frontière.

Et M. Etienne conclut :

Nous pensons que pour assurer définitivement l'ordre dans ces régions, le gouverneur général qui a demandé au gouvernement et obtenu l'autorisation nécessaire, aura successivement occupé Benzreg et Bechar, deux points stratégiques situés sur notre territoire et commandant toutes les routes par lesquelles peuvent déboucher les tribus jusqu'à ce jour hostiles.

L'occupation de ces deux points donnera définitivement la sécurité à tout le couloir de la Zousfana et permettra d'éviter l'envoi de ces longues colonnes expéditionnaires, dont l'effet est presque toujours temporaire et qui sont si coûteuses en hommes et en argent.

L'OPINION ÉTRANGÈRE

Les journaux anglais

Le *Morning Post* :

Nous ne pouvons pas mettre en doute la bonne foi du Gouvernement français. Mais on ne peut nier que la situation se prête trop facilement à des malentendus qui peuvent à tout moment provoquer une crise et placer la question marocaine tout entière dans le domaine de la politique européenne active.

Le *Daily Chronicle* :

La France absorbera probablement l'oasis et nous entendrons parler d'une rectification de frontière. Elle aura fait ainsi un pas de plus vers la réalisation de son idéal d'un empire français dans le Nord-Ouest de l'Afrique.

La *Pall Mall Gazette*, journal ministériel, dit que le gouvernement britannique a été lui-même en face de difficultés analogues dans le nord-ouest des Indes anglaises, et termine ainsi :

Si le Maroc ne peut pas maintenir l'ordre chez ses enfants indisciplinés, la France doit le faire pour lui, et il est tout indiqué que la France se dédommage de ses efforts.

Le *Standard* :

Nous ne pouvons qu'envisager l'attitude adoptée par nos voisins avec la sympathie due à une nation amie et dans une communauté d'esprit basée sur un grand nombre d'aventures semblables. Le caractère des relations existantes entre les deux pays justifie l'impression que rien de ce que fera le gouvernement de la République ne sera de nature à porter atteinte à nos propres droits au Maroc.

L'attitude de l'Allemagne

Paris, 2 juin. — Le *Journal des Débats* publie la dépêche suivante :

Berlin, 2 juin. — J'apprends de source sûre que, dans les milieux influents, on est convaincu que la France maintiendra ses intérêts légitimes en rétablissant l'ordre au Figuig. Le gouvernement allemand reconnaît absolument la sphère des intérêts français au Maroc.

La presse espagnole

Madrid, 2 juin. — Toute la presse espagnole reflète l'intérêt qui existe en Espagne, surtout dans les Cercles militaires et politiques, au sujet de l'incident de Figuig. Mais on reconnaît, en général, la nécessité pour la France de faire respecter son prestige à Figuig, et sur la frontière marocaine où le Sultan est impuissant à se faire obéir des tribus turbulentes.

—x—

BOU-AMAMA

Notes biographiques. — Un vieil ennemi de la France. — Marabout et insurgé

Il est beaucoup question depuis quelque temps, tant au sujet de l'insurrection marocaine que des événements du Sud-Oranais, de Bou-Amama.

Nous avons, en effet, en face de nous, les bandes des Beni-Menia, des Beni-Guil, des Oulad-Djerrir, à la dévotion de ce personnage, qui, récemment, est arrivé à Figuig avec sa djemmaa.

Ce retour de notre infatigable et audacieux ennemi devait concorder avec un vaste complot contre l'autorité française. Le guet-apens de Figuig en est la preuve.

Se rappelle-t-on l'assassinat du lieutenant Weinbrenner, des bureaux arabes, en avril 1881 ? A-t-on oublié que Bou-Amama vint, à la tête de ses cavaliers, attaquer à Chellala les troupes envoyées contre lui et commandées par le colonel Innocenti ? Il inflige des pertes sensibles à la colonne française et lui enlève son convoi. Ce succès l'enhardit encore, en même temps qu'il multiplie le nombre de ses partisans. Il s'avance alors vers le nord jusqu'à l'extrémité des hauts plateaux et massacre les ouvriers espagnols employés dans les chantiers d'alfa de Khalladia, près de Saïda. Pendant plusieurs mois l'extrême agilité de ses troupes lui permet d'échapper aisément aux colonnes lancées à sa poursuite.

Il ne faut pour qu'il renonce à ses desseins et se décide, en 1882, à passer la frontière marocaine, rien moins que le prolongement jusqu'à Méchéria du chemin de fer d'Arzew à Saïda, voie de pénétration qui reliera les postes du Sud aux garnisons plus importantes et accélèrera les mouvements des forces de répression.

Bou-Amama est donc un ennemi que nous avons réussi à décourager pour un temps, mais que nous n'avons pas battu. C'est dire l'influence qu'il a conservée sur les esprits superstitieux des Arabes. Les *roumis* n'ont pu le vaincre, c'est qu'Allah lui réserve une grande destinée.

Bou-Amama est né à Figuig, dans le ksar d'El-Hammam-Foukani, vers 1838 ou 1840. Il a donc actuellement entre 63 et 65 ans.

On lui attribue, à tort ou à raison, une parenté avec Abd-el-Kader. Son enfance n'eut rien de remarquable. Vers l'âge de quinze ou seize ans, il fut atteint par une maladie nerveuse ; il avait, comme Mahomet, des attaques épileptiformes, tombait, devenait bleu, et se roulait, brisé par des convulsions qui duraient parfois une heure. Ou bien il se dépouillait de ses vêtements et courait ainsi ; il dis-